

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 37 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Thaïlande : le plan de développement du secteur énergétique 2026-2050 entre en consultation publique
- ❖ Philippines : chômage en hausse à 6 % en juillet, son plus haut niveau depuis quatre ans
- ❖ Malaisie : record historique de la consommation électrique en août

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**61 %**

des dirigeants d'entreprises européennes interrogés par EU-ASEAN Business Council considèrent que la région offre les meilleures opportunités économiques sur 2026-2031.

### Région

#### DEFA : ratifications nationales en cours avant la signature en novembre

Le 7 septembre, un forum préparatoire consacré à la mise en œuvre de l'ASEAN Digital Economy Framework Agreement (DEFA), accord cadre sur l'économie dans la région, s'est tenu à Hong Kong. Après avoir conclu les négociations en mai (voir Brèves semaine 23), la signature de l'accord est prévue lors du 49e sommet de l'ASEAN en novembre 2026, les États membres finalisant actuellement leurs procédures d'approbation interne, a indiqué Kao Kim Hourn, secrétaire général de l'ASEAN. L'économie numérique régionale représentait 305 Md USD de valeur brute des transactions en 2025 et est projetée à 1 000 Md USD en 2030 ; voire 2 000 Md USD. L'accord vise notamment à réduire les divergences réglementaires, les coûts de transaction et les obstacles au commerce transfrontalier, avec des effets potentiels sur les PME et l'intégration des marchés. Cette ambition intervient toutefois alors que 35 % des entreprises interrogées dans huit économies de l'ASEAN déclarent ne pas connaître le DEFA. Seuls 12 % ont étudié sa pertinence et 4 % disposent déjà d'un plan d'action, ce qui souligne l'enjeu de la mise en œuvre après la signature. Lors du forum, le secrétaire général de l'ASEAN a pourtant déjà évoqué des coopérations numériques au-delà de l'ASEAN, avec Hong Kong et la Chine.

## Les entreprises européennes renforcent leur intérêt pour l'ASEAN malgré les incertitudes commerciales

L'ASEAN confirme son attractivité auprès des entreprises européennes : 61 % des dirigeants interrogés par le EU-ASEAN Business Council à l'occasion de sa 12<sup>e</sup> enquête annuelle la désignent comme la région offrant les meilleures opportunités économiques dans les 5 prochaines années, contre 56 % en 2025, tandis que 78 % anticipent une hausse de leurs échanges et investissements sur cette même période, contre 71 % un an plus tôt. Le même pourcentage prévoit d'étendre ses activités dans au moins un marché de l'ASEAN, avec le Vietnam en tête (64 %), devant l'Indonésie (57 %), la Malaisie et la Thaïlande (49 % chacune), Singapour (44 %) et les Philippines (43 %). La croissance économique et les perspectives de marché constituent le principal moteur d'expansion pour 66 % des répondants. L'incertitude liée aux droits de douane américains pèse toutefois sur les perspectives : 81 % estiment qu'elle a réduit leur confiance, sans remettre en cause leur volonté d'expansion dans la région. Alors que Singapour prendra la présidence de l'ASEAN en 2027, Tan See Leng a souligné le 4 septembre, lors du US-ASEAN Strategic Business Forum que la résilience, l'intégration régionale et l'ouverture internationale restent les principaux atouts du bloc.

## Indonésie

### Rencontre entre le président indonésien Prabowo Subianto et son homologue russe, Vladimir Poutine, en marge du 11<sup>e</sup> Forum économique oriental de Vladivostok

A cette occasion, les deux présidents ont réaffirmé leur volonté de renforcer les relations économiques bilatérales, notamment dans les secteurs de l'investissement, de l'industrie, des technologies et de l'énergie. Dans un contexte de tension au Moyen-Orient, l'Indonésie souhaite ainsi diversifier ses approvisionnements en pétrole tandis que la Russie explore de nouveaux débouchés pour ses hydrocarbures visés par des sanctions internationales. En avril 2026, Hashim Djojohadikusumo, frère du président Prabowo Subianto et envoyé spécial présidentiel pour l'énergie et l'environnement, annonçait que l'Indonésie avait ainsi obtenu un engagement de la Russie portant sur jusqu'à 150 millions de barils de pétrole brut. Au-delà du secteur énergétique, ce rapprochement s'inscrit dans une volonté plus large de renforcer les échanges commerciaux entre l'Indonésie et l'Union économique eurasiatique (UEEA), notamment à la faveur de l'accord de libre-échange conclu en 2025 et dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2027. L'accord, qui prévoit la suppression des droits de douane sur 90 % des biens échangés entre les deux blocs, devrait contribuer à renforcer les échanges commerciaux entre l'Indonésie et la Russie, premier partenaire commercial de Jakarta au sein de l'UEEA, avec des échanges bilatéraux de biens s'élevant à 5 Mds USD en 2025. L'Indonésie exporte vers la Russie principalement de l'huile de palme (1 Md USD) et de l'oxyde d'aluminium (0,3 Md USD) et importe depuis la Russie principalement du pétrole (0,9 Md USD), du charbon (0,9 Md USD) ainsi que des engrais (0,7 Md USD).

## **Dans un contexte de hausse prolongée des cours du pétrole, l'Indonésie rehausse ses ambitions dans l'énergie solaire**

Le 25 août 2026, à Bali, le président Prabowo Subianto a officiellement lancé un programme de développement de 100 GWp de capacité solaire d'ici 2029, dont la première phase prévoit la mise en service de 14 centrales photovoltaïques réparties dans six provinces, pour une capacité cumulée de 5,3 GWp. Cet objectif apparaît toutefois ambitieux alors que l'Indonésie ne disposait que d'environ 1,49 GW de capacité solaire photovoltaïque installée à la fin 2025. Par ailleurs, cette annonce dépasse largement les prévisions de l'entreprise nationale d'électricité PLN dont le Plan d'affaires de l'approvisionnement en électricité (RUPTL) prévoit le développement de 24 GWp de nouvelles capacités solaires sur la période 2025-2034. D'autre part, la réalisation effective de ce programme, dont le coût est évalué à 73 Mds USD, dépendra largement de la capacité de l'Indonésie à mobiliser des financements internationaux. Ces annonces traduisent la volonté de l'Indonésie de renforcer sa production énergétique domestique et, ainsi, sa sécurité énergétique, alors que la compétitivité croissante du solaire couplé au stockage peut offrir une alternative aux hydrocarbures dans un contexte de tensions au Moyen-Orient et de hausse prolongée des cours du pétrole.

## **Malaisie**

### **La Malaisie, 3ème marché d'Asie du Sud-Est privilégié par les entreprises européennes en 2026**

Selon l'enquête EU-ASEAN Business Sentiment Survey 2026 de l'EU-ASEAN Business Council, 49 % des entreprises européennes prévoient d'étendre leurs opérations en Malaisie au cours des cinq prochaines années. L'économie se classe à la 3ème place ex-aequo avec la Thaïlande, derrière le Vietnam (64 %) et l'Indonésie (57 %), mais devant Singapour (44 %) et les Philippines (43 %). Classée parmi les marchés de croissance établis, la Malaisie est le 2ème pays de l'ASEAN où les entreprises européennes sont les plus présentes (73 % des entreprises y sont implantées), derrière Singapour (78 %). Le sondage indique par ailleurs que 20 % des entreprises qui n'opèrent pas dans le pays envisagent d'y pénétrer, notamment dans la perspective de la conclusion d'un accord de libre-échange UE-Malaisie. Bien que ces dernières considèrent l'intégration régionale comme cruciale pour leur succès, elles déplorent la persistance de barrières non tarifaires dans les chaînes d'approvisionnements, citant notamment le manque d'harmonisation des normes (67 %) et les lenteurs aux frontières (55 %).

## **Une consommation électrique record en août, face à la multiplication des centres de données**

Amplifiée par la canicule prolongée liée au phénomène El Niño et par l'essor des centres de données, la demande électrique a atteint un pic historique de 21 gigawatts (GW) en août 2026. Selon la Commission de l'Énergie de Malaisie, la consommation des centres de données a progressé de 33 % en un mois, représentant 9,3 % de la consommation nationale en août, contre 7 % en juillet (une part qui pourrait atteindre 31 % de la demande d'électricité de la péninsule malaisienne d'ici 2035). Cette forte sollicitation du réseau accentue la pression sur les ressources hydroélectriques, poussant le gouvernement malaisien à annoncer le déploiement, au cours des prochaines années, de 9 GW de capacités supplémentaires de production au gaz afin de soutenir le réseau. Cet investissement, dont le montant n'a pas été officiellement chiffré, doit accompagner la sortie progressive du charbon d'ici 2044, tout en s'inscrivant dans le deuxième plan d'action pour l'efficacité énergétique (National Energy Efficiency Policy and Action Plan 2026-2030). Lancé en juillet 2026, ce dernier vise à réduire la demande globale de 11,6 % et générer 21 Md USD d'économies sur les coûts énergétiques d'ici 2035.

## **La Banque centrale maintient son taux directeur à 2,75% et relève sa prévision de croissance**

A l'issue de sa réunion du 3 septembre, le Comité de politique monétaire de la Banque Negara Malaysia (BNM) a maintenu son taux directeur à 2,75 % et relevé son appréciation de la croissance pour 2026, désormais attendue à 5 %, contre une fourchette de 4–5 % précédemment, après une croissance de 5,7 % au premier semestre 2026. La Banque centrale justifie le maintien de son taux par une croissance solide et une inflation maîtrisée, l'inflation globale et sous-jacente s'établissant respectivement à 1,8 % et 2 % sur les sept premiers mois. Elle indique toutefois rester attentive aux pressions sur les coûts et aux incertitudes géopolitiques. Plusieurs institutions financières ont également revu leurs prévisions à la hausse : Kenanga Research anticipe désormais sur une croissance de 5,3 %, contre 4,5–5,0 % précédemment, tandis que MBSB Research prévoit 5,4 %, contre 4,5 % auparavant.

# Singapour

## Les ventes de détail ralentissent à +1,5 % en juillet

Les ventes de détail à Singapour ont progressé de 1,5 % en glissement annuel en juillet 2026, après +4,0 % en juin, un rythme inférieur à la prévision médiane de 3,1 % des économistes interrogés par Bloomberg. Hors véhicules automobiles, pièces et accessoires, la hausse atteint également 1,5 %, contre 4,1 % en juin. L'évolution reste contrastée selon les catégories : les biens récréatifs (+13,9 %), les montres et bijoux (+11,1 %) et les équipements informatiques et de télécommunications (+5,1 %) enregistrent les plus fortes hausses, tandis que les produits alimentaires et les boissons alcoolisées (-5,1 %), les grands magasins (-3,5 %) et les supermarchés et hypermarchés (-2,1 %) reculent. Ce ralentissement intervient dans un contexte de remontée de l'inflation sous-jacente à 2,0 % en juillet, susceptible d'inciter certaines catégories de ménages à réduire leurs dépenses.

## Singapour et le Laos signent un accord d'implémentation sur les crédits carbone au titre de l'article 6

Singapour et le Laos ont signé le 4 septembre un accord de mise en oeuvre établissant un cadre juridiquement contraignant pour la création et le transfert de crédits carbone à haute intégrité, conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris. L'accord, signé par Grace Fu, ministre de la durabilité et de l'environnement et chargée des relations commerciales de Singapour, et Linkham Douangsavanh, ministre de l'agriculture et de l'environnement du Laos, constitue le 12e accord de ce type conclu par Singapour, dont le 4e avec un État membre de l'ASEAN. Il crée un cadre permettant le transfert vers Singapour de crédits carbone autorisés au titre de l'article 6, dont certains pourront être utilisés par les entreprises soumises à la taxe carbone pour compenser jusqu'à 5 % de leurs émissions imposables dans le cadre de l'International Carbon Credits Framework. Singapour prévoit également d'affecter 5 % des recettes issues des crédits autorisés à l'adaptation climatique au Laos et d'annuler 2 % des crédits dès leur première émission.

## Droits de douane américains : priorité au soutien domestique

Le vice-Premier ministre et ministre du Commerce Gan Kim Yong a indiqué le 8 septembre que Singapour évaluaient la possibilité de prendre des mesures pour réduire les droits de douane américains, notamment dans le cadre d'un éventuel accord commercial réciproque avec Washington. Il a toutefois souligné que toute concession devrait être soigneusement examinée, certains accords négociés par les États-Unis avec d'autres partenaires impliquant des engagements plus larges, notamment sur les contrôles à l'exportation et les relations commerciales avec des pays tiers. Ainsi la priorité actuellement du gouvernement serait de limiter l'impact des tarifs sur les entreprises et les travailleurs. Ainsi le Business Adaptation Grant, qui peut atteindre 100 000 dollars singapouriens par entreprise, finance

l'adaptation des activités et le renforcement des chaînes d'approvisionnements, tandis que le Market Readiness Assistance Grant est destiné à soutenir la diversification vers de nouveaux marchés. Pour rappel, un droit de douane américain de 12,5 % sur environ un tiers des exportations singapouriennes a été mis en place le 24 juillet 2026, à la suite d'une enquête de l'USTR portant notamment sur les mesures de Singapour contre les importations issues du travail forcé.

## Vietnam

### Résultats économiques du Vietnam des huit premiers mois 2026

Selon l'Office national des statistiques (NSO), l'économie vietnamienne est restée dynamique entre janvier et août 2026. L'indice de la production industrielle (IPI) a progressé de 11,9 % en glissement annuel, confirmant la bonne tenue du secteur manufacturier, tandis que les ventes au détail de marchandises et de services ont augmenté de 13,3 %, soutenues par la consommation intérieure. Les investissements directs étrangers (IDE) ont également contribué à cette dynamique. En effet, les décaissements d'IDE ont poursuivi leur progression (+12,0 %), atteignant leur niveau le plus élevé (7,4 Md USD) pour les huit premiers mois de l'année sur les cinq dernières années. Par ailleurs, les engagements ont atteint 40,6 Md USD (+55,4 % en g.a.). Le commerce extérieur a également été dynamique, atteignant 770 Md USD (+28,7 %). Toutefois, la hausse plus rapide des importations (+35,3 %) que des exportations (+22,4 %) a entraîné un déficit commercial de 20,5 Md USD, contre un excédent de 14 Md USD sur la même période de 2025. Ainsi, le mois d'août marque le 8ème mois consécutif de déficit commercial depuis le début de l'année. La situation macroéconomique est également marquée par une accentuation des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation du mois d'août a atteint 4,9 % en g.a., portant l'inflation des 8 mois à 4,5 % en g.a. Dans l'ensemble, l'économie vietnamienne demeure solide et résiliente, portée par l'industrie, la consommation et les IDE, mais elle fait face à des défis croissants liés à l'inflation et au creusement du déficit commercial.

### PetroVietnam et la société sud-coréenne KEPCO renforcent leur coopération dans le secteur de l'électricité

Dans le cadre du déplacement du président de l'Assemblée nationale, Tran Thanh Man, à Séoul du 6 au 9 septembre, une réunion s'est tenue entre Petrovietnam, représenté par son président Le Manh Cuong, et le groupe sud-coréen KEPCO (Korea Electric Power Corporation). Cet échange aurait permis aux deux parties de renforcer leur coopération dans le secteur de l'électricité, et plus spécifiquement dans le nucléaire civil. Les deux parties se seraient également penchées sur les structures d'investissement et les mécanismes de financement envisageables pour les futurs projets nucléaires vietnamiens, dans la continuité du mémorandum signé en avril 2026 portant sur le projet Ninh Thuan 2. Lors de cette réunion, KEPCO a mis en avant la réalisation de la centrale nucléaire de Barakah, aux Émirats arabes unis (son seul projet de centrale nucléaire mené à l'étranger à ce jour) afin d'illustrer son savoir-faire et sa capacité à conduire des projets nucléaires clés en main.

## Tô Lâm et Vladimir Poutine posent les bases d'un nouvel élan bilatéral

À l'invitation de Vladimir Poutine, Tô Lâm a effectué une visite d'État en Russie du 7 au 9 septembre 2026, à l'issue de laquelle dix-sept accords ont été formellement signés entre les deux pays. Le secteur énergétique occupe une place centrale dans ces signatures. Sur le plan nucléaire, un accord de coopération portant sur la réglementation de la sûreté nucléaire civile et radiologique ouvre la voie à un approfondissement de la coopération russo-vietnamienne dans le cadre de la centrale nucléaire Ninh Thuan 1. Dans le secteur pétrolier et gazier, les accords ont porté sur le partage de production portant sur des blocs spécifiques du plateau continental offshore vietnamien. Également, un accord de coopération vise à la constitution d'une réserve stratégique de pétrole à Dung Quat alors que le Vietnam ne dispose d'aucune réserve stratégique. Enfin, un mémorandum d'entente relatif à l'exploration géologique a été signé.

## Thaïlande

### Le plan de développement du secteur énergétique 2026-2050 entre en consultation publique

Le *Power Development Plan (PDP) 2026-2050*, plan directeur pluriannuel qui établit la stratégie du secteur énergétique, a été soumis à consultation publique le 8 septembre 2026. Le PDP propose quatre scénarii comprenant des parts d'énergie propre, coûts et tarifs différents : un cas de base où la Thaïlande n'atteint pas zéro émission nette en 2050, deux options « zéro net » reposant respectivement sur les technologies de capture et de stockage de carbone (65 % d'énergie renouvelable et 35 % de fossile) ou sur les renouvelables (89 % renouvelable et 11 % fossile) et une option combinant les deux (73 % et 27 %). En particulier, dans ces quatre scénarii, la capacité nucléaire totale atteindrait 300 MW d'ici 2037 à travers un projet pilote porté par EGAT, et 9 GW en 2050, alors que la précédente édition du PDP ne visait que 600 MW en fin de période (2037). Le PDP doit encore être révisé par le ministère de l'Énergie (EPPO) avant d'être soumis au Conseil national de politique énergétique pour approbation, ce qui est prévu d'ici la fin de l'année.

### Publication du Rapport « Building Thailand's future today » de la Banque mondiale

A l'occasion des Assemblées Annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ayant lieu à Bangkok en octobre, la Banque mondiale a publié un rapport dédié au potentiel de croissance de la Thaïlande. Le cumul de plusieurs réformes structurelles permettrait à la Thaïlande d'atteindre son objectif de devenir une économie à revenu élevé en 2037. Cela supposerait une croissance du PIB par habitant de +5,4 %/an, alors qu'en prolongeant la tendance récente (croissance du PIB/habitant à +2,2 %/an) ce seuil ne serait atteint qu'en 2056. Le développement des industries du futur (industrie manufacturière avancée, tourisme durable et de bien-être, offre numérique, etc.) réhausserait la croissance par habitant de +0,8 pp/an. L'amélioration de

l'environnement des affaires réhausserait la croissance par habitant de +0,7 pp/an. L'élévation du capital humain, quant à lui, réhausserait la croissance par habitant de +0,7 pp/an et le développement des villes secondaires de +0,4 pp/an.

## **Le gouvernement suspend 166 projets de centres de données, le temps d'élaborer de nouvelles normes nationales**

Le 4 septembre 2026, le Comité de pilotage des centres de données a suspendu 166 projets de centres de données (49 en construction et 117 en attente d'autorisation) le temps d'élaborer de nouvelles normes nationales. Réuni pour la première fois, sous la présidence du vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti, ce comité a créé quatre sous-commissions disposant d'un mois pour définir des règles sur les retombées économiques, les infrastructures (eau, électricité, réseaux), l'implantation des sites et l'environnement. Le *National Economic and Social Development Council (NESDC)* a indiqué que 35 centres de données étaient en fonctionnement en Thaïlande, sur la base de données de 16 agences gouvernementales. Parmi ces centres, 11 ont reçu un certificat d'investissement du *Board of Investment (BoI)*. La majorité des autres centres de données se trouvent dans des zones industrielles, déjà soumises à un contrôle des installations.

# Philippines

## L'inflation poursuit son ralentissement à +6,1 % en août 2026

L'inflation a ralenti à +6,1 % en g.a en août, après +6,2 % en juillet, enregistrant son quatrième recul consécutif et son niveau le plus faible depuis cinq mois. Elle demeure toutefois supérieure à la cible de la Banque centrale (2-4 %), tandis que l'inflation moyenne depuis le début de l'année s'établit à +5,2 %. La décélération s'explique principalement par le ralentissement de la hausse des prix des denrées alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,6 % après +5,2 % en juillet) et du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (+7,9 % après +8,2 %), notamment grâce à la baisse des tarifs de l'électricité et de l'eau. À l'inverse, l'inflation des transports a accéléré sous l'effet de la hausse des prix domestiques des carburants, dans un contexte de remontée des cours mondiaux du pétrole. L'inflation sous-jacente a légèrement diminué, passant de +4,2 % à +4,1 %, tandis que l'inflation supportée par les 30 % de ménages aux revenus les plus faibles est restée élevée, à +8,2 %, principalement en raison du poids des dépenses alimentaires.

## Hausse du chômage à 6 % en juillet, son plus haut niveau depuis quatre ans

Le taux de chômage a atteint 6 % en juillet, contre 5,3 % un an plus tôt et 4,9 % en juin, soit son niveau le plus élevé depuis juin 2022. Le nombre de chômeurs s'établit ainsi à 3,1 M de personnes, en hausse de 550 000 en g.a., portant le taux de chômage moyen à 5,2 % sur les sept premiers mois de 2026, contre 4,1 % sur la même période en 2025. Cette dégradation intervient malgré une hausse de l'emploi de 3,2 M en g.a., à 49,2 M de personnes, l'augmentation de la population active ayant été plus rapide que les créations d'emplois. Le secteur des services demeure le principal pourvoyeur d'emplois, représentant 62,8 % de l'emploi total, devant l'agriculture (19,7 %) et l'industrie (17,5 %). Le taux de sous-emploi a toutefois reculé à 10,9 %, contre 12,1 % en juin. Selon le gouvernement, la hausse du chômage intervient dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, avec une croissance limitée à 2,8 % au T1 puis 2,3 % au T2 2026.

## Le gouvernement prévoit de limiter ses emprunts extérieurs face à la dépréciation du peso

Le gouvernement prévoit de limiter le recours aux emprunts extérieurs et d'accroître la part des financements domestiques, afin de réduire l'exposition de la dette publique au risque de change. La dette domestique représente actuellement près de 68 % de l'encours de dette publique, contre 32 % pour la dette extérieure. Le gouvernement prévoit ainsi de couvrir 70 à 75 % de ses besoins de financement en pesos en 2026 et 2027, avant de porter cette proportion à 75 % en 2028 et 2029. Cette orientation intervient alors que le peso a atteint un nouveau plus bas historique à 62,63 PHP/USD le 8 septembre, renchérissant le coût en monnaie locale du service de la dette extérieure. Le

ministère des Finances précise toutefois que les Philippines continueront de recourir aux financements extérieurs lorsque ceux-ci offrent des conditions plus avantageuses, notamment aux prêts concessionnels, qui bénéficient de maturités plus longues et de taux plus faibles. Parallèlement, le gouvernement prévoit de ramener progressivement le déficit public de 5,4 % du PIB en 2026 à 3,5 % en 2030, afin de réduire ses besoins de financement et de stabiliser la trajectoire de la dette publique.

## Cambodge

### Plan de relance : réponse d'urgence, impact incertain

Le ministre de l'Economie et des Finances a présenté un plan de soutien à l'économie de 1,2 Md USD en réponse aux chocs (conflits dans le Golfe et avec la Thaïlande, sécheresse, retour des migrants...) qui pèsent sur la croissance cambodgienne ; prévue à 4,1 % prévus en 2026 elle était de 5,3 % en 2025). Réponse d'urgence, le plan prévoit des mesures budgétaires et fiscales de soutien au pouvoir d'achat des ménages, affectés par l'inflation (+3,8 % prévus en 2026), et aux entreprises des secteurs les plus touchés (agriculture, tourisme). Il ne rompt pas avec le conservatisme budgétaire du Royaume (26,1 % de dette publique/PIB), avec 55 % de financements bailleurs et 33 % de dépenses budgétaires. A plus long terme, il vise à renforcer la compétitivité de l'économie cambodgienne (formation professionnelle, décarbonation des transports, aides à l'innovation des PME). L'impact du plan dépendra fortement de la mise en œuvre concrète des mesures, et d'orientations structurelles qui ne figurent pas dans le plan (diversification industrielle, montée en gamme, accélération de la transition énergétique...). Autant de défis à relever.

### Le tourisme en pleine décroissance

Au cours des sept premiers mois de l'année, le Cambodge a accueilli 1,99 M de touristes internationaux (-46,2 % en g.a.). Cette baisse significative s'explique principalement par la guerre du Golfe, engendrant une hausse du prix des billets d'avion, et à l'instabilité due au conflit frontalier avec la Thaïlande ; sans oublier l'image négative en Asie des escroqueries en ligne touchant le Royaume. La baisse des arrivées a touché plus durement les touristes asiatiques qu'occidentaux : Corée du Sud (-55,4 %), Indonésie (-37,6 %), Vietnam (-28 %), Chine (-24 %), Japon (-22,2 %), France (-16,6 %), Royaume-Uni (-14,5 %), Australie (-10,3 %) et Etats-Unis (-9,5 %). La Thaïlande relève d'une autre logique (-95,7 %). De surcroît, un an après la mise en service du nouvel aéroport international de Phnom-Penh, le nombre d'arrivées des touristes internationaux a baissé de 30,3 % pendant les sept premiers mois de l'année, montrant la difficulté à développer des liaisons vers des destinations lointaines.

## **Hausse des exportations de 19,7 %**

Les exportations cambodgiennes ont crû de 19,7 % pour atteindre 24,16 Md USD au cours des huit premiers mois de l'année, maintenant la croissance soutenue de 2025. Les échanges extérieurs du Cambodge ont progressé de 20,2 % en g.a. pour atteindre 42,15 Md USD avec un déficit commercial de 2,36 Md USD. Le premier partenaire commercial du pays reste la Chine, avec des échanges bilatéraux de 15,4 Md USD, mais un déficit cambodgien de 12,9 Md USD. En deuxième position, les États-Unis accusent un déficit (10,25 Md USD pour des échanges bilatéraux de 11,12 Md USD), même si les exportations américaines ont augmenté de 77,7 %, après l'annulation des droits de douane cambodgiens (imposée par Washington). En troisième position, les échanges avec le Vietnam s'élèvent à 5,98 Md USD (et un excédent vietnamien réduit à 63 M USD). Ces trois partenaires commerciaux représentent à peu près les deux tiers du volume des échanges totaux du pays pendant cette période. Ces chiffres montrent l'asymétrie du commerce extérieur du Cambodge, la persistance de sa dépendance au marché américain pour les exportations et à la Chine et au Vietnam pour l'importation des intrants dont il a besoin.

## **Laos**

### **Luang Prabang : l'économie progresse malgré le recul du tourisme**

L'économie de la province de Luang Prabang a progressé de 3,9 % au premier semestre 2026 en glissement annuel, malgré une forte baisse de la fréquentation touristique. Un peu plus d'un million de touristes ont été enregistrés sur les six premiers mois, soit un recul d'environ 47 % par rapport au S1 2025. Dans le même temps, l'activité économique provinciale a atteint 11 670 milliards de kips (environ 520 M USD), soit plus de la moitié de l'objectif annuel. Les services ont été le principal moteur de la croissance, tandis que l'industrie, l'artisanat et l'agriculture ont également progressé. L'agriculture et la foresterie demeurent la principale composante de l'économie locale, avec près de 43 % de la production. La ligne ferroviaire Laos-Chine contribue également à l'activité : environ 1,3 million de trajets de passagers et plus de 564 000 tonnes de marchandises ont été enregistrés dans la province au premier semestre. Les autorités cherchent parallèlement à relancer le tourisme par l'amélioration des sites et services touristiques et la révision du plan de conservation du site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

## **Le Laos renforce ses partenariats agricoles avec le Vietnam et le Kazakhstan**

Le Laos accélère ses coopérations agricoles afin d'accroître ses capacités de production, d'améliorer la sécurité alimentaire et de développer ses débouchés, en renforçant notamment ses liens avec le Vietnam et le Kazakhstan. Le 3 septembre, le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement du Laos et l'ambassade du Vietnam ont discuté de l'augmentation des investissements vietnamiens dans l'agriculture laotienne, du soutien aux entreprises déjà implantées et de projets intégrant des technologies modernes et durables. Une conférence destinée à promouvoir les investissements agricoles vietnamiens au Laos est également en préparation. En parallèle, le 3 septembre, le rapprochement avec le Kazakhstan porte également sur l'agriculture, ainsi que sur le transport et la logistique. Astana propose notamment d'accroître ses exportations de céréales, d'oléagineux, d'aliments pour animaux et de viande vers le Laos, tandis que Vientiane souhaite développer ses exportations de café, caoutchouc et autres produits agricoles. Les deux pays envisagent également la transformation et le stockage de produits agricoles ainsi que l'irrigation moderne.

## **Laos : le développement de l'industrie aurifère accompagne la montée en gamme de l'économie**

Le Lao Gold Festival 2026 s'est tenu du 4 au 6 septembre à Vientiane sous le thème « Lao Gold to Global Gold ». Ce festival met en vitrine l'industrie aurifère du Laos, et illustre sa volonté de développer une filière davantage intégrée aux marchés internationaux, en privilégiant la transformation locale et la création de valeur. D'après les statistiques nationales, le pays a enregistré 2,8 Md USD d'exportations au T1 2026, dont plus de 480 M USD d'or non monétaire, ce dernier constituant son premier produit exporté. Cette orientation s'accompagne du développement d'infrastructures de transformation : en juin, le gouvernement a présenté la Lao-International Precious Metals Refinery, qui vise une certification selon les standards de la London Bullion Market Association (LBMA) afin d'améliorer la qualité des produits et leur compétitivité internationale. Le vice-premier ministre Saleumxay Kommasith a présenté le projet comme une étape vers le passage de l'exportation de minerais bruts à la production domestique de produits raffinés à plus forte valeur ajoutée. En juillet, le Laos et Hong Kong ont également signé un accord pour développer un marché de l'or moderne, transparent et intégré aux marchés internationaux. Le festival prolonge cette stratégie en réunissant banques, entreprises, artisans et investisseurs autour des lingots, de l'or transformé et de la joaillerie.

# Birmanie

## Rebond des exportations de terres rares vers la Chine au S1 2026

Selon l'administration générale des douanes chinoises, les exportations de terres rares birmanes vers la Chine ont fortement augmenté au premier semestre 2026, avec 26,5 t (+38,5 %) pour une valeur de 648,3 M USD (+40,8 %). Elles marquent ainsi un rebond, après un recul en 2024 où elles s'établissaient à 44,3 t sur l'année (- 38 % en volume) par rapport au pic de 2023, à 72,0 t. En 2024, les exportations birmanes représentaient plus de 50 % des importations chinoises. Pour contexte, l'essentiel des terres rares birmanes sont extraites dans l'État Kachin, où les affrontements entre l'armée de la junte et l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA) entraînent perturbations logistiques et volatilité des prix.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : [david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr) ; [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) ; [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org).